

Alain Lipietz *

L'ECHEC DE LA PREMIERE PHASE

*Le « keynesianisme de gauche » à l'épreuve ***

Un an de gestion économique de la gauche française se solde par un échec. Pas la catastrophe objective, que nous annonçaient les Cassandre de l'opposition. Le gouvernement Mauroy a fait un peu mieux que la plupart de ses voisins et que son prédécesseur, en termes réels (et c'est cela qui compte), c'est-à-dire en termes d'emploi et de consommation des ménages. Il n'a pas fait pire que R. Barre en termes de prix. Il a dévalué deux fois, mais nombre d'industriels pensent (et avec raison) qu'il aurait dû dévaluer d'au moins autant et dès le début.

Non, un échec subjectif. Ce que voulait le gouvernement, il ne l'a pas atteint par les méthodes qu'il a mis en œuvre. Il voulait la relance : la croissance est restée nulle en 81, au second comme au premier semestre, et fléchit au premier semestre de 1982. Il voulait faire reculer le chômage : il n'a que ralenti sa progression. Il voulait la reconquête du marché intérieur : il a obtenu des taux de pénétration sans précédent. Et devant l'échec il renie son propre projet.

* CEPREMAP.

** Tous les graphiques et tableaux ainsi que certains développements ont été supprimés dans la présente version. On peut se procurer la version intégrale au CEPREMAP : 140, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

res, mais comme les salariés sont aussi des clients, il se heurte à une crise de sous-consommation, d'où chômage massif, faillites de nombreuses industries, etc. Ou il tient à conserver les acquis du keynésianisme, il évite une crise grave, mais alors il ne dégage plus assez de profit et la stagnation perdure, soutenue de plus en plus artificiellement par le crédit, dans une ambiance inflationniste. Pendant la majeure partie des années 70, les gouvernements des principaux pays avaient choisi cette seconde voie, particulièrement dans les social-démocraties d'Europe du Nord.

Or la social-démocratie avait fleuri sur le terrain d'un forisme triomphant, quand la contradiction ne se posait pas, quand salaire et profit pouvaient et devaient croître de pair. La politique économique sociale-démocrate pouvait alors être rêvée comme une sorte de jeu, qui s'imposait d'ailleurs aussi aux gouvernements conservateurs alternants avec les Démocrates aux USA, avec les partis de l'International-Socialiste en Europe du Nord. Ce jeu obéissait aux règles suivantes :

- Ayant apparemment le pouvoir politique (par le biais de ses représentants de gauche), la classe laborieuse pourrait « faire payer les riches ».
- Mais les capitalistes garderaient seuls, avec leur argent, le pouvoir économique de créer des emplois pour les salariés et organiser leur travail³.

Les théoriciens des jeux montrent que celui-ci admet un équilibre : le gouvernement social-démocrate et les syndicats ne doivent pas trop pressurer le capital pour que celui-ci investisse assez et que soit sauvegardé l'emploi. Les marxistes remarquent que, comme par hasard, l'équilibre est atteint sur un très bon régime d'accumulation pour le capital... à condition que la mécanisation, qui permet les gains de productivité, ne devienne pas elle-même trop coûteuse pour le capital.

On peut comparer ce jeu avec le jeu de bérêt : deux partenaires s'affrontent, ils doivent ramasser un bérêt et le ramener dans leur camp, mais dès que l'un d'eux a ramassé le bérêt, l'autre, s'il le touche, a gagné. Les deux adversaires restent alors

3. Il existe une version « social-libérale » du jeu : les capitalistes ont le pouvoir de faire produire et les salariés de faire vendre (en consommant).

la mécanisation, la hausse en volume du capital employé par travailleur.

Ce couplage mécanisation — hausse de la productivité — hausse de la consommation populaire, garanti par une programmation étatique et conventionnelle de la hausse du « revenu des ménages », c'est ce que plusieurs théoriciens marxistes ont appelé « fordisme », ou « régime d'accumulation intensive, centré sur la consommation de masse, avec régulation monopoliste »².

La théorie keynésienne, pour qui la principale contrainte à la croissance était le volume des débouchés (principalement les dépenses de l'Etat et des salariés) théorise cette obligation d'assurer, de manière programmée, la « croissance de la demande ».

Vers la fin des années 60, ce régime d'accumulation a commencé à se dérégler, car les gains de productivité globaux ont commencé à baisser (Lipietz [1982 a]). Les taux de profit ne furent maintenus artificiellement que par l'inflation. Mais le « choc pétrolier » fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase : sur la plus-value déjà insuffisante, la rente pétrolière venait exiger une part croissante. Les capitalistes se retournèrent alors contre les salariés, imposant la stagnation, puis dans la plupart des pays la régression de leur pouvoir d'achat. D'où (mais dans un second temps seulement) la crise dans les industries produisant pour la consommation : en particulier l'automobile et le logement.

Dès lors, le fordisme entra dans un cercle vicieux. Malgré la stagnation du revenu des salariés, le ralentissement général de la production accéléra encore le ralentissement des gains de productivité (Boyer-Petit [1981]) et le ralentissement général des affaires pesa sur les profits réalisés : en sorte que le partage entre profits et salaires se dégradait encore au détriment des profits, tandis que le coût du capital à engager par travailleur continuait à croître.

Telle est la contradiction dans laquelle se débat aujourd'hui le capital, tant qu'il n'a pas encore découvert de nouvelles sources de productivité. Ou bien il pèse sur les salai-

2. Voir Aglietta (1976), Boyer et Mistral (1978), Lipietz (1979), Granou, Baron, Billaudot (1979), Coriat (1979).

En fait, le gouvernement de gauche a découvert une crise dont il n'avait pas compris les racines, l'inacuité des remèdes périmés, et surtout assumé un héritage tout en le critiquant. Il a cru qu'il suffisait d'infléchir une politique selon des visées différentes dans le cadre de structures et de normes admises, un modèle globalement inchangé¹. Oui, l'héritage du giscardisme est très lourd. Mais gouverner, c'est prévoir, et pour cela, savoir. Il ne suffit pas de pleurer le coût de l'héritage. Il fallait le connaître et agir en conséquence pour le briser.

I. — *La crise du fordisme et du jeu keynésien.*

La crise actuelle est avant tout une crise d'extraction de la plus-value. Le capital n'arrache plus assez de sur-travail, donc de profit, par rapport au capital qu'il avance, principalement par rapport à ses investissements.

Ce diagnostic n'est pas évident : en 1930 c'est le contraire. Grâce aux gains de productivité que permettaient le taylorisme et la mécanisation, le capitalisme était parvenu dans les années 20 à extraire énormément de surtravail, mais il n'y avait pas assez de pouvoir d'achat du côté des travailleurs pour absorber l'énorme production. D'où la crise de surproduction (ou de sous-consommation) des années 30. Après guerre, sous la pression conjuguée des luttes sociales et de la fraction « intelligente » de la bourgeoisie (qu'illustrent les noms de Keynes et de Ford), un mode de régulation de cette contradiction s'est stabilisé. Grâce aux conventions collectives, au salaire indirect, à la dépense publique, les gains de productivité ont été assez régulièrement répartis entre salaires et profits. On produisait de plus en plus et on consommait de plus en plus, mais le taux de profit (c'est-à-dire le profit rapporté au capital engagé) restait stable lui aussi, car les gains de productivité dans la production des biens d'équipement industriels compensaient

1. Sur l'absence de « rupture » dans les rapports sociaux-économiques, sur la continuité de la gestion socialiste avec des modèles datant de la grande croissance capitaliste française, voir mon article (1982a). Cet article-ci sera uniquement consacré à l'aspect macroéconomique de la première année du gouvernement Mauroy.

interminablement à tourner autour du béret, au lieu de tirer sans retenue (comme au tir à la corde) pour « emporter le morceau ». Tel est l'équilibre qu'a miné la crise du fordisme, pendant 5 ans de stagnation, à partir de 1974, dans l'attente de la « reprise ».

II. — Monétaristes et Keynésiens : Le tournant de 1980.

Après cinq ans de stagflation arrivent ou se consolident au pouvoir des équipes, dites « monétaristes », tels Reagan, Thatcher, et plus modérément R. Barre, pour qui la faute en revient aux salariés, qui auraient voulu « partir avec le béret », augmentant abusivement leur pouvoir d'achat. Les statistiques ne semblent pas confirmer que cela ait été le cas à la veille de la crise, sauf peut-être... au Japon ! Telle fut pourtant la justification de la terrible offensive menée à partir de 1979 en Grande-Bretagne (et bien plus modérément en France), de 1981 aux USA. Les gouvernements monétaristes s'attaquèrent d'une part au pouvoir d'achat des masses salariées (par le blocage du salaire direct ou par des coupes sombres dans la protection sociale), et d'autre part, en cherchant par la hausse des taux d'intérêt à bloquer l'émission de monnaie, interdirent aux entreprises de produire et vendre à crédit. Ils entendaient ainsi casser l'inflation, et rétablir les profits des seules entreprises productives, au détriment des engagements inefficients de capital. En fait, c'est alors le capital (surtout bancaire) qui rompt l'équilibre de plus en plus précaire, mais non catastrophique, qu'avait permis jusque-là la gestion keynésienne de la crise (...).

Au prix d'une accélération de l'inflation (de 5,8 % à 14%), le « social-démocrate » Carter avait obtenu une croissance industrielle ininterrompue de 1977 à 1979, puis un plateau (avec le décrochement de 1980, vite effacé, dû au second choc pétrolier et à la première offensive monétariste de la Fed), et obtenu, grâce à la création d'emploi tertiaire, un recul du chômage à 5,8 % (en 1979). De même, l'expérience travailliste (bien tempérée !) de Callaghan, de 76 à 79, avait contenu le chômage, abaissant l'inflation de 24 % à 8 % (en 1978), avec une croissance industrielle totale de près de 20 %.

Au bout d'un an de gestion monétariste reaganienne, la pro-

duction industrielle a reculé de 10,3 %, le chômage, passé de 7,4 % à 10 %, devient explosif dans certaines régions. Certes, l'inflation baisse, et les salaires nominaux ralentissent considérablement, car les ouvriers américains, sous la pression du chômage, acceptent des pertes de pouvoir d'achat significatives. Mais la productivité s'écroule davantage et les coûts salariaux par unité produite croissent de 10 %, alors que les prix et les salaires horaires ne croissent que de 6 %⁴ ! Les profits ne se regonflent pas, et, faute de crédit, des mastodontes industriels et même des banques tombent en faillite.

Quant à la Grande-Bretagne, elle connaît maintenant ce régime depuis 3 ans. La production industrielle a reperdu le terrain gagné par les travaillistes, et stagne depuis au niveau de 1975. Le chômage atteint 14 % : des chiffres à la 1930.

Avec Reagan et Thatcher, le capital a cru « partir avec le béret » : c'est l'effondrement de la demande qui le frappe dans le dos. D'ores et déjà on peut conclure à l'échec historique du monétarisme (Kuhne [1981]). Toute la question est de savoir si cet échec ne va pas entraîner l'économie capitaliste dans un désastre analogue à la Grande Dépression des années 30. Car la récession déclenchée par le tournant monétariste de 1980, prolongeant et aggravant le 2^e choc pétrolier jusqu'après sa disparition, s'impose à tous les pays, y compris à la très modérément sociale-démocrate Allemagne de l'Ouest (où le chômage bondit, de juin 1981 à juin 1982, de 70 % chez les hommes, et globalement de 50 % !). Même au Japon, l'élan semble brisé depuis le début de 1980. En France, un « monétarisme mou » règne depuis la défaite de la gauche en 1978. D'août 1979 à avril 1981, la production industrielle a baissé de 8 %, ce qui déclenche, après quelques mois de décalage, d'août 80 à août 81, une poussée de 400 000 chômeurs (+ 29 %).

C'est dans cette double perspective d'héritage et de contexte qu'il faut situer l'expérience de politique économique en France,

4. En outre, les *prix à la production* ne croissent que de 2 %. Phénomène typique des politiques restrictives face à la crise du fordisme : l'austérité salariale *aggrave* dans un premier temps, par la récession qu'elle provoque, les coûts salariaux, et diminue les profits industriels ! Au Royaume-Uni, c'est seulement en 1981 que, grâce à un « dégraisage » brutal, les coûts salariaux par unité produite croissent moins que le salaire horaire. Depuis, ils les ont à nouveau dépassés. (Tous ces chiffres sont relatifs à la production manufacturière).

de juin 1981 à la dévaluation de juin 1982. Non pour l'ex-cuser, mais pour la comprendre et la critiquer (et contribuer peut-être à la redresser).

III. — LE SCÉNARIO ÉCONOMIQUE DE LA « PREMIÈRE PHASE »

La gauche française, surtout le PCF mais aussi la grande majorité du PS, a longtemps communiqué dans l'erreur inverse des monétaristes : la crise naîtrait de l'austérité imposée aux travailleurs, de l'insuffisance de la demande populaire. Ce n'est pas complètement faux, nous venons de le voir, mais telle n'est pas la racine de la crise. Pourtant, en arrivant au pouvoir, les socialistes sont persuadés que, selon les règles du jeu social-démocrate, il suffit de relancer la demande populaire pour faire repartir les affaires. Mais les socialistes français ne sont pas seulement sociaux-démocrates : ils sont aussi modernistes, moralistes, étatistes et dirigistes. Ils pensent aussi (et non sans raison cette fois encore) que, par incompetence ou turpitude, les capitalistes français ont été incapables de diriger correctement leurs profits sur les bons investissements. Ils s'affirment donc partisans de réformes profondes, favorisant le capital productif au détriment des parasites, grâce à une politique industrielle dont le levier sera le secteur nationalisé élargi (voir Lipietz [1982 b]).

Les mesures prises au cours de l'été 81, puis le budget 82 voté à l'automne reflètent cette politique sociale-démocrate moderniste. Par la hausse du SMIC, par la hausse des transferts sociaux, le gouvernement espère augmenter la consommation des ménages de 2,5 % (en termes réels) en 82. (*Suit un commentaire détaillé du budget 82, qui souligne la contradiction entre les aides à l'entreprise et l'impôt sur le capital.*)

C'est ici qu'on atteint le fond du problème, les limites du jeu social-démocrate. Faire payer les riches dans leur revenus improductifs et leurs gaspillages, pour donner aux pauvres et ainsi relancer l'économie industrielle : il n'y a pas besoin d'être socialiste pour ça. Mais faire payer le capital en tant que capital, lorsqu'on attend de lui qu'il crée les emplois, c'est une contradiction insoluble. Et toutes les cajoleries aux PME n'y feront rien.

C'est pourquoi une surenchère gauchiste qui consiste à jouer le même jeu mais en tirant plus fort (« PC, PS, faites payer le CNPF ! ») est grotesque. Si on fait payer le patronat en tant que tel, il ne peut plus fonctionner comme patronat-employeur. Se passer de patrons, c'est une solution, mais alors qu'on le dise et que l'on conquière la majorité sur cette ligne ! La logique du PS (comme la « stratégie anti-monopoliste » du PCF) exclut cette solution là.

Le jeu social-démocrate avait une « bonne » solution quand le fordisme permettait de faire croître de conserve salaires, profits, investissements et emplois. La crise interdit cette bonne solution. Du « laisser aux patrons de l'argent pour investir », le budget 82 en est déjà passé à « donner de l'argent aux patrons pour qu'ils investissent ». Car la recherche et l'investissement sont devenus trop coûteux pour que les patrons, même avec les profits que leur laissait la politique de Barre, choisissent d'investir, du moins en France (...)

IV. — L'ÉCHEC DE LA RELANCE ⁵

On l'a assez dit : l'expérience Mauroy fut lancée à contre-courant. Mais on n'imaginait pas qu'elle le serait à ce point. Après la récession de 80 (dont nous avons dit les causes), on attendait une reprise mondiale fin 81, au plus tard en 82. Le monétarisme hégémonique l'interdit. La France pouvait-elle faire cavalier seul ? Certainement pas, et la grande faute de la gauche fut non seulement de l'avoir ignoré, mais de n'avoir rien fait pour se mettre à l'abri. Au jeu de la relance, c'est... le capital étranger qui « emporta le béret ». Non seulement les exportations ne tirèrent pas la relance, mais la relance de la demande française fut une bouée de sauvetage pour la R.F.A. et l'Italie. Il est clair que la France ne pouvait jouer seule la locomotive de l'OCDE ! (...)

Ce qui vient ruiner le scénario de la gauche, c'est bien sûr le commerce extérieur. Non seulement les exportations n'augmentent pas à la mesure des espérances (elles décrois-

5. Dans toute cette intervention, on s'en tiendra à la production industrielle comme indicateur de résultat de la politique keynésienne.

sent en volume à partir du second semestre 81), mais surtout les importations croissent de 14 % (en volume) de juin à juin. Ce résultat s'inscrit dans la longue durée. Le « partage de l'offre », c'est-à-dire la part des importations dans la somme « production nationale + importation », qui était de 16 % en 1971, est monté à 26 % dès 1980 et atteint 27 % début 82.

Il faut sans doute remonter à l'histoire de l'industrialisation française de l'après-guerre, plus particulièrement après 1968, pour comprendre cette dégradation. Mais le giscardisme, et plus particulièrement les trois dernières années du barrisme, apporteront un nouveau boulet à l'héritage empoisonné... que le gouvernement Mauroy recueillera pieusement.

Premier piège : le choix de la facilité industrielle. Dès les années 60, profitant de l'énorme réservoir de main-d'œuvre rurale que lui a légué la III^e République, le capitalisme joue à fond la carte du « bas de gamme du fordisme », la production, l'assemblage de biens de consommation de masse (automobile, électromécanique). Considérant les industries « amont » (machines-outils, équipementiers, etc.) comme de vulgaires fournisseurs sous-traitants à pressurer, les grands groupes assembleurs brident le développement d'une industrie des biens d'équipements industriels puissante. L'éducation nationale s'avère incapable de développer la fameuse « culture technicienne », et le travail ouvrier reste méprisé. Malgré les velléités gaullistes de développement de quelques filières de pointe, le « tissu de travail qualifié » ne se développe pas. (Lipietz [1981], Cepremap [1980]).

A l'ouverture de la crise, en 1974, la France a déjà perdu le cœur de son système productif : les biens de productions des biens de production, ces machines à produire les machines, matrices des normes de production internationales, dont elle importe plus de la moitié. Contrairement à l'industrie allemande, qui jusqu'à aujourd'hui peut vendre ses machines quel que soit le cours du mark, car les autres industries nationales en ont besoin coûte que coûte, l'industrie française devient de plus en plus « price-taker » (qui subit les prix) sur le marché mondial où (à part les fusées, les métros, et tout ce qui a crû à l'abri de la commande publique) elle ne produit plus que des biens relativement banals (Aglietta, Orléan, Oudiz [1980]).

Mais à partir de la présidence giscardienne, et surtout sous le ministère de R. Barre, cette extraversion économique de la France s'accélère corrélativement à une mutation idéologique, analysée par ailleurs (Lipietz [1982 b]), dans les hautes sphères de l'administration et des grandes firmes. Sous les directions gaullistes (et dans le prolongement de la IV^e République), un keynésianisme nationaliste avait systématiquement recherché une croissance plutôt aut centrée, l'appareil productif français étant censé capable de tout faire, et les branches, l'investissement et la consommation nationale se développer de façon complémentaire. Nous venons de voir que dans les faits ce projet est loin de s'être réalisé. Mais dans le courant des années 70, il est tout simplement abandonné. Lui succède une idéologie libérale-mondialiste résumée par la « politique des créneaux » : chercher à vendre le plus possible de ce que l'on sait bien faire, et acheter tout le reste.

Politique désastreuse qui ne produit d'effet qu'à terme, à partir de la fin 1977, plus précisément lors de la catastrophique année 1980, laquelle révèle dans toute son ampleur l'écroulement de la part de la production nationale dans le domaine des biens d'équipement, aussi bien ménagers que (chose plus grave !) professionnels.

C'est pendant cette période qu'achève de disparaître la production de machines-textile, que la production de machines-outils à métaux s'effondre, entraînant dans sa chute des firmes hautement qualifiées dont le personnel et le savoir-faire se trouve ainsi dispersés, etc. Dès lors, si la France continue à arracher des contrats de grands travaux et d'armement dans les pays de l'OPEP (d'ailleurs en y perdant des parts de marché), elle se trouve nettement reléguée vers un rang de « périphérie » vis-à-vis des autres pays industrialisés (sauf bien sûr la Grande-Bretagne), à qui elle est contrainte d'acheter une fraction rapidement croissante de ses biens d'équipement professionnels, tout en leur en vendant de moins en moins.

Ainsi, le déficit des échanges commerciaux français vis-à-vis de l'Allemagne (qui baissait depuis 1973) amorce en 1978 une ascension qui l'amènera de 10 milliards de francs à 11 puis 16 en 1980 (alors que la production stagne !). Ce déficit passe de 4 à 8 milliards vis-à-vis des Pays-Bas, de 7 à 24 milliards vis-à-vis des U.S.A., etc. De 1979 à 1980, l'accroisse-

ment du déficit global (60 milliards) s'explique presque autant par le « second choc pétrolier » (+ 26,5 milliards) que par l'accroissement du déficit vis-à-vis du groupe RFA + Bénélux + USA + Japon (+ 25 milliards). Cette année-là, le déficit commercial dans les biens d'équipement professionnels, par rapport à l'OCDE, dépasse à lui seul 29 milliards.

Mais, encore plus significative que cette croissance globale, est le changement de mécanisme qu'elle traduit. En 1974, les importations de biens manufacturés avaient brutalement chuté avec la récession du « 1^{er} choc pétrolier », pour répartir avec la « relance Chirac ». En 1979-80 (pendant le « 2^e choc » et malgré la « récession Barre »), la progression des importations est à peine ralentie. Le jeu, encore important en 73-75, de la tension sur les capacités de production (les importations compensant une demande que l'industrie française ne peut provisoirement pas fournir), est à présent étouffé par la « tendance à l'extraversion » (les importations compensant une demande que l'industrie française peut de moins en moins satisfaire). A cela s'ajoutera, nous le verrons, le problème de la compétitivité.

Lancée sur une telle tendance, il était inévitable que l'année 1981 soit assez catastrophique du point de vue du commerce extérieur, et que l'année 82 s'annonce encore pire. La « relance Mauroy » relance les importations de biens d'équipement des ménages, et, chose plus grave et combien caractéristique de « l'héritage », la pénétration des importations dans les secteurs des biens d'équipement professionnels s'accroît encore malgré la stagnation de la production et la baisse de l'investissement ! Simultanément, la poursuite de la récession monétariste mondiale bloque les exportations. Avec deux effets, qu'il faut bien distinguer :

- La relance (par la consommation, ou ce qui aurait été pire, compte tenu de la structure de notre commerce extérieur, par l'investissement) se heurte à une *contrainte extérieure incontournable à court terme*. Le déficit mensuel moyen du commerce extérieur passe de 5 milliards en 1980 à 9 milliards au second trimestre 1982. Soit un déficit annuel de quelque 80 milliards en 1982, qui n'a rien de honteux par rapport à 1980, et n'implique pas un endettement excès-

sif, mais fait le plus mauvais effet sur l'électeur et sur le cambiste.

- Surtout cette relance de la demande s'avère d'un *très faible et très coûteux effet sur l'offre, la production nationale, donc sur l'emploi* : or c'était le but recherché. Par rapport au premier semestre 1981, la consommation de biens industriels par les ménages augmente de 2 % au second semestre 1981, de 5,5 % au premier semestre 1982 (en volume) : mais la production industrielle reste tristement plate et commence même à baisser sérieusement en mai 1982. Certes, les exportations régressant légèrement (alors qu'on en espérait une croissance de 4,9 % en 1982 !), on peut affirmer que sans la relance domestique c'eût été encore pire pour la production française. Mais cela ne fait que rendre insupportable la contrainte extérieure. Contrainte qui se fait sentir sous la forme d'une perte de confiance dans la parité du franc, et se traduit par la dévaluation obligée (et non choisie) de juin. La première phase de l'expérience socialiste est finie.

V. — LE MAILLON MANQUANT

Ainsi donc, la « trappe » dans laquelle a disparu la relance de la consommation, le « maillon manquant » (selon le mot de C. Goux) au scénario keynésien, apparaissent spontanément devoir être cherchés dans la non-reconquête du marché intérieur. Reste que, le marché mondial étant ce qu'il était et l'économie française ce que nous savions (et le P.S. le savait, lui qui dès la campagne électorale parlait de « reconquérir le marché intérieur »), la relance par la demande intérieure était vouée à l'échec en l'absence de mesure de protection.

« Protectionnisme » ! Voilà le gros mot lâché. Posons quelques questions.

- Dévaluer sa monnaie (pour renchérir les importations et favoriser les exportations), comme l'a fait le Japon depuis le second choc pétrolier, est-ce protectionniste ?
- Construire des « maisons de commerce » et des groupes financiers qui ne se fournissent qu'en produits du groupe

ou du pays, comme le fait toujours le Japon, est-ce protectionniste ?

- Sortir les coûts de la protection sociale des coûts à la production, comme le font les pays qui financent leur Sécurité Sociale par des impôts ou des taxes à la consommation, payés par les seuls résidents, comme le font la plupart des pays, sauf la France qui fait payer la protection sociale des Français par les consommateurs de produits exportés, est-ce du protectionnisme ?
- Accepter temporairement des sur-coûts de 5 à 10 % pour laisser vivre et se développer des fabricants de composants nationaux (voire régionaux), comme le font depuis longtemps la plupart des industriels allemands, est-ce du protectionnisme ?
- Et surtout, construire une industrie capable de couvrir la quasi-totalité de ce que l'on investit ou consomme, comme l'a fait encore une fois le Japon, est-ce du protectionnisme ?

Naturellement, il était totalement exclu de redresser en six mois une situation structurelle qui n'avait cessé de se dégrader depuis 1967. Il est même exclu de redresser la barre en une législature. Il faudra plus de cinq ans pour former ou reformer des viviers d'électroniciens, d'informaticiens et de mécaniciens de précision, pour que des firmes françaises redeviennent compétitives sur des « créneaux » abandonnés depuis longtemps (voire jamais abordés). Les parts du marché intérieur conquises par les firmes étrangères sous le barrisme sont perdues pour longtemps, car les concessionnaires sont installés (cas de l'automobile), des entreprises françaises ont disparu. Il faudra même plusieurs années avant que les firmes françaises prennent l'habitude de se fournir chez des firmes françaises, quitte à leur donner les moyens et le temps de parfaire leur technologie, sans que cela fasse pousser des cris d'orfraie aux vertueux censeurs de l'orthodoxie libérale. Il faudra plusieurs années avant que soit réformé un mode de financement de la protection sociale qui ne pèse que sur le secteur productif capitaliste.

Mais il faut tout de même attirer l'attention sur un choix délibéré du gouvernement Mauroy : la politique du franc surévalué. Ne disons pas : « la politique du franc fort », car la

force d'une monnaie ne se décide pas, elle se constate, et elle se mérite (essentiellement par la qualité de la spécialisation internationale de l'économie sur laquelle elle repose).

Cette politique du franc surévalué est une réalité tendancielle de l'économie française dans toutes les années 70, mais elle ne devient le dogme, et la réalité manifeste, que sous le barrisme, en particulier dans la redoutable période 78-81 dont nous avons déjà montré qu'elle correspondait à la grande déchirure du tissu productif national.

La notion de « surévaluation » est très difficile à préciser. D'abord, on sait que la norme de parité des monnaies n'est jamais la « Parité du Pouvoir d'Achat », ou « loi des prix uniques » : les prix intérieurs convertis dans la même monnaie présentent en moyenne des écarts considérables d'un pays à l'autre. Il en est ainsi parce que les économies nationales sont en fait spécialisées, ou en tous cas hiérarchisées. Chaque pays vend en général ce qu'il produit relativement moins cher, et les marchandises qui ne sont pas menacées par la concurrence internationale (logements, services) n'ont aucune raison d'avoir un prix unique à travers le monde. En revanche, le coût de la vie, qui détermine largement l'évolution (mais non le niveau !) des salaires, pèse sur la compétitivité des biens exportés. On peut donc à tout le moins définir l'évolution de la compétitivité par le produit « différentiel d'inflation (par rapport à l'étranger) x évolution du taux de change ». Encore est-il illusoire de définir ce produit (comme on le fait trop souvent) par rapport à une « moyenne mondiale ». Le monétarisme extrême de Thatcher a conduit très tôt à une surévaluation de la livre, celui de Reagan à une surévaluation du dollar. Mais pour l'essentiel, la hausse du dollar se traduit par une hausse du prix des biens « complémentaires », (par opposition à « substituables »), c'est-à-dire ceux que la France est obligée d'acheter : le pétrole bien sûr et les biens d'équipement sophistiqués comme les ordinateurs. Dans le commerce international des biens substituables, la compétitivité et la parité du Franc doit donc se comparer aux monnaies européennes, le mark allemand (pour les biens de consommation durables comme les automobiles, et les biens d'équipement), la lire italienne, et la peseta espagnole.

Or, la politique de « franc fort » au sein du SME, pour-

suivie par R. Barre puis par J. Delors alors que l'inflation française est, structurellement et de longue date, supérieure à l'inflation allemande, fut désastreuse pour la compétitivité. Ainsi l'indice de parité réelle franc-mark qui montrait une « surévaluation » du mark de 18 % début 1978 (par rapport à une égalité conventionnelle en 1970, rétablie en 1975), présente une inversion en 1980 et depuis une sous-évaluation. Autrement dit, exprimés dans la même monnaie, les prix français ont monté de 20 % plus vite que les prix allemands ! Il en est de même par rapport au Bénélux ; quant à l'Espagne et à l'Italie, leur inflation est systématiquement compensée par la dévaluation depuis le début de la décennie 70.

La première dévaluation Delors, à l'automne, n'efface pas la moitié de cette différence accumulée. Puis l'inflation française continue sur sa lancée, alors que l'Allemagne, comme l'Angleterre et les USA, entre dans une récession qui, au prix d'un doublement du chômage, réduit encore le rythme d'inflation allemand : la compétitivité française recommence à se dégrader. La dévaluation de juin ne fera qu'à peine compenser le « manque à égaliser » de la précédente (18,5 % au total). Deux dévaluations politiquement archi-coûteuses, alors qu'une seule dévaluation, du même montant, aurait été très bien admise en juin 1981, et aurait permis une relance combien plus efficace !

Plusieurs arguments ont été avancés contre la dévaluation.

1. « Les patrons auraient empêché la dévaluation ».

C'est-à-dire que les entreprises, moins concurrencées, auraient gonflé leur marge, à l'exportation comme à l'importation, plutôt que de maintenir leur prix en francs, donc diminuer leurs prix en mark, et augmenter le volume de leur vente.

Cet argument est tout à fait exact, et c'est bien ce qui s'est passé lors des deux dernières dévaluations. Seulement il faut savoir ce que l'on veut. Ce gouvernement, acceptant la règle du jeu social-démocrate, répète à l'envi qu'il faut sauver les profits des entreprises pour que celles-ci investissent. Alors autant qu'elles fassent leurs profits sur les consommateurs étrangers plutôt que sur les travailleurs français ! En outre, il faut

bien voir que la « reconstitution des marges à l'exportation » ne fait que récupérer la formidable compression des marges que les entreprises avaient consenties à l'exportation pour compenser le renchérissement du franc depuis 1978.

Naturellement, il fallait bien compenser sur le marché intérieur ces efforts consentis à l'exportation : d'où une hausse plus rapide du prix des marchandises offertes en France par les entreprises nationales, par rapport aux prix de vente de ces mêmes marchandises à l'étranger.

Ainsi, selon un effet pervers diagnostiqué dans l'article fameux d'Aglietta, Orléan, Oudiz [1980], la surévaluation du franc alimentait aussi l'inflation en France. La compétitivité sur le marché intérieur ne s'en dégradait que plus vite, les entreprises étrangères, notamment les firmes d'automobiles allemandes et Fiat, pouvant même se payer le luxe de vendre en France moins cher et avec des marges plus confortables ! En conséquence, elles n'eurent d'ailleurs même pas à relever leurs prix en francs lors des dévaluations Delors.

Mais le plus grave est bien évidemment l'effet récessif de la surévaluation. Debonneuil et Sterdyniak [1892], complétant le travail déjà cité d'Aglietta, Oudiz et Orléan, ont calculé qu'une dévaluation de 10 % du franc par rapport à toutes les monnaies entraîne une hausse de 1,4 % des exportations industrielles la première année, 3,3 % la troisième année, 2,4 % la cinquième année, et une baisse assez faible des importations, pour les raisons déjà dites (les importations françaises sont de plus en plus « structurelles »), qui atteint quand même 1,3 % la troisième année. L'effet sur l'emploi est un gain de 37 000 personnes la première année, 118 000 la troisième.

Comme on le voit, l'effet sur la production et l'emploi est extrêmement favorable au terme de quelques années, il en est de même pour la balance commerciale : le solde extérieur se dégrade d'abord de 24 milliards la première année (car il y a une certaine inertie du volume des échanges dans les deux sens), puis s'améliore durablement de 6,5 milliards par an. Ainsi, en 1982, on continue à payer le « franc Barre » (en terme d'emplois, etc.) tout en ne profitant pas encore du franc dévalué : c'est le mécanisme de la courbe en j », et nous sommes dans le creux du j (du moins, il faut l'espérer !).

Remarquons enfin que cette étude montre la très profonde dissymétrie entre le cas d'une dévaluation par rapport au dollar et par rapport au mark : la première est très inflationniste, ne relance guère la production et creuse la balance commerciale ; pour la seconde c'est le contraire. Il en est ainsi pour les raisons déjà indiquées : dévaluer par rapport au dollar, c'est payer plus cher ce qu'on achète de toute façon.

Ce qui nous amène au second argument.

2. « La dévaluation relance l'inflation importée ».

C'est-à-dire que les importateurs répercutent sur les consommateurs français la hausse en franc des marchandises importées.

L'argument n'est que très partiellement vrai, car nous avons vu que la surévaluation était aussi inflationniste. En outre, toute augmentation de la production (et c'est le cas lors d'une dévaluation) ralentit la hausse des prix de la production domestique, car les entreprises répartissent leurs coûts fixes sur une quantité croissante de produits. Résultat : selon Debonneuil et Sterdyniak, la dévaluation de 10 % du franc n' « ajoute » à l'inflation que 0,4 % la première année, 2 % la troisième, 3,8 % la cinquième.

Il semblerait donc qu'il « n'y ait qu'à » dévaluer régulièrement pour résoudre tous les problèmes ! Evidemment non. Une dévaluation consiste toujours à accepter (tant que le différentiel d'inflation ne l'a pas effacée) d'échanger plus de travail français contre moins de produits étrangers. Ainsi, selon les mêmes auteurs, une dévaluation de 10 % augmente, au bout de deux ans, le « prélèvement extérieur » de 44 milliards de francs : c'est la somme (1,2 % de la production intérieure brute !) que l'on abandonne à l'étranger en lui vendant moins cher et en achetant plus cher. En contrepartie, nous l'avons vu, plus de Français se mettent au travail, et la production augmente : finalement le revenu restant disponible ne diminue que de 7 milliards (ce qui est très peu). Ces 7 milliards doivent bien être payés par quelqu'un, que la dévaluation soit inflationniste ou pas : et c'est tout l'enjeu du blocage des prix et des salaires après la seconde dévaluation Delors.

Alors, il vaudrait mieux ne pas dévaluer ? Tout le problème est encore une fois que la nécessité d'une dévaluation ou la possibilité du maintien d'un franc fort ne sont pas choisis, mais se constatent et se méritent. Tout au plus peut-on retarder artificiellement une dévaluation : au prix que nous avons vu. Si la dévaluation provoque un prélèvement extérieur supérieur à la relance de la production, c'est à cause de l'obligation où la France se trouve réduite de continuer à acheter certains biens (tels le pétrole ou les ordinateurs), payés en dollars. Une dévaluation de 10 % par rapport au seul dollar entraîne un prélèvement extérieur de 32 milliards et ne permet que la production de 8 milliards supplémentaires. En revanche, une dévaluation de 10 % sur la zone Mark n'entraîne qu'un prélèvement de 3 milliards, mais permet une relance de la production de 14 milliards... soit 11 milliards à se partager entre les classes sociales françaises, ce qui met tout de même du beurre dans la solidarité.

L'idéal aurait donc été de dévaluer fortement le franc au sein du Système Monétaire Européen, puis de mener une bataille commune contre la hausse du dollar. Que les industriels allemands (et leur gouvernement) ne l'aient pas voulu, on les comprend. Que le gouvernement français n'en ait pas fait un objectif de lutte, qu'on en soit à se réjouir quand le dollar monte parce que ça fait baisser le mark et retarde la troisième dévaluation, c'est là l'effet absurde de la magie électorale du franc fort, imposée par le barrisme à la gauche. Jamais un gouvernement italien ou japonais ne se sentira terni par une dévaluation. Il faut dire que ces pays sont gouvernés par des coalitions plus proches des industriels exportateurs⁶.

Bien sûr, en statique, il est plus agréable d'avoir une monnaie forte, assise sur une économie qui vend très cher des marchandises indispensables aux pays situés au-dessous dans la hiérarchie internationale. C'est la position des USA dans les années 50-60, de la RFA dans les années 70. Mais pour acquérir cette position, pour construire une industrie forte,

6. La politique Barre encourageait au contraire, en pénalisant la production territoriale et en subventionnant l'exportation de capitaux, la stratégie de délocalisation. La politique Thatcher favorise le capital financier de la City au détriment des industriels anglais. On se demande aujourd'hui s'il y a une politique Reagan.

il faut une monnaie qui permette à l'économie de tourner le plus vite possible, quitte à accepter un prélèvement extérieur : ainsi l'emploi se développe plus vite, la qualification professionnelle se maintient ou s'élève, les investissements s'amortissent, les reconversions sont facilitées, les branches naissantes ou retardataires peuvent rattraper leur retard ou accroître leur avance. Telle fut la politique de l'Allemagne dans les années 50-65, du Japon encore aujourd'hui, et de l'Italie, économie si moquée mais qui taille aujourd'hui des croupières à l'industrie allemande dans le domaine des machines-outils et de la robotique !

VI. — PROFITS ET INVESTISSEMENTS

A partir du moment où la « relance par la consommation » a échoué à relancer la production, il peut sembler vain d'explorer la suite du scénario. L'année 1982, qui devait être selon P. Mauroy « l'année de l'investissement » s'annonce tout aussi négative que la précédente, et le plafond des 2 millions de chômeurs, qu'on se refusait à crever dans la législature, est franchi. Il vaut cependant la peine d'explorer les choses de plus près. L'échec subjectif du keynésianisme de gauche y apparaît en effet clairement comme un « non-succès » à renverser significativement les conséquences de la crise du fordisme et les dégâts du libéralisme, et non pas comme la sanction d'une irresponsabilité catastrophique.

Examinons d'abord l'investissement, en nous en tenant au secteur concurrentiel (hors « Grandes Entreprises Nationales ») et manufacturier, hors bâtiment.

Du point de vue de la théorie de la régulation monopoliste, comme de la doctrine keynésienne, comme de l'économétrie, le déterminant principal de l'investissement est l'anticipation d'une croissance des ventes, la condition secondaire étant le taux de profit réalisé (ce dernier conditionnant surtout l'échéancier des investissements). L'économétrie accorde au premier déterminant un poids double ou triple du second (Artus et Muet [1982]). Dès lors, le simple arrêt de la dégradation de la production ne peut suffire à relancer l'investissement. De fait, les « goulots de production » de l'industrie, qui se sont

desserrés depuis 1980 jusqu'au niveau de 1974, se resserrent à peine au 2^e trimestre 1982, et les « marges de capacité disponibles avec embauche », passées de 14 à 23 %, varient peu de juin à juin.

Reste « l'indispensable modernisation, question de survie, etc. » qui de toutes façons devrait contraindre les entreprises à un flot d'investissements, sinon de capacité, au moins de productivité (donc défavorables à l'emploi, même en tenant compte de très éventuels gains de compétitivité⁷). Ce flot n'a pas eu lieu, et tous les patrons d'invoquer l'insuffisance des profits, conséquence de la croissance des charges, d'ue bien sûr à la générosité excessive de la gauche... Argumentation à examiner point par point (en s'en tenant toujours aux industries manufacturières).

Du 2^e trimestre 1981 au 1^{er} trimestre 1982, le taux de salaire horaire, malgré la hausse du SMIC, croît sur la lancée de l'année 80, avec seulement une accélération au 1^{er} trimestre 1982 (par réduction entièrement compensée de la durée du travail). Mais la productivité, qui stagnait depuis 1979, reprend exactement au rythme tendanciel depuis 1974⁸. En sorte que le coût salarial par unité produite augmente moins que dans la dernière année du barrisme, sauf encore au 1^{er} trimestre 1982. Mais les prix à la production augmentent davantage. Certes, les cotisations sociales des employeurs accélèrent également au 1^{er} trimestre 1982, mais les impôts à la production diminuent d'autant. Au total, l'Excédent Brut d'Exploitation

7. En soi, tout gain de productivité intervenant isolément dans un pays, et non accompagné de mesures de redistribution, augmente la compétitivité, donc le solde du volume exporté, et diminue l'emploi pour un même volume produit. Selon des tests construits par Boyer et Petit (1982), le second effet l'emporte toujours sur le premier, y compris pour les Pays-Bas (pourtant très internationalisés). Pour la France, chaque point de productivité (non compensé par une hausse du salaire horaire) supprime presque exactement un point d'emploi.

8. Soit un rythme de 3,6 % par an sur 1974-81, contre 5,7 % sur 1964-73. C'est à ce ralentissement de moyenne période que se mesure la crise du fordisme : 19 % de productivité ont été ainsi perdus par rapport à la tendance à l'œuvre jusqu'en 1973. A ce ralentissement qui traduit la crise d'un régime d'accumulation se superposent des oscillations de courtes périodes qui traduisent le caractère heurté de la « croissance ralentie » depuis la crise : les entreprises ne débouchent pas tout de suite quand la production diminue, et n'ont donc pas besoin d'embaucher à due proportion quand elle reprend un peu, ce qui fait varier la productivité apparente des effectifs.

croît de 13,5 %, ce qui se solde par un léger repartage de la valeur ajoutée au bénéfice des profits.

Augmentation il est vrai dérisoire. La part du profit dans la valeur ajoutée⁹, de l'ordre de 29 % avant la crise, et stabilisée à 25 % depuis 1975, avait chuté au dernier trimestre du barrisme à 23 % : elle est à peine remontée d'un point. Disons que *la relance keynésienne après l'austérité barriste ne fait que relever le taux de profit au niveau dégradé par la crise du fordisme*. C'est-à-dire très bas.

Sur ces faibles profits, reste à payer les frais financiers et les impôts. Ces derniers augmentent brutalement au premier trimestre 1982, par suite d'un échéancier de paiement qui ne doit rien à la politique Mauroy. Mais l'essentiel de la dégradation vient bien sûr des frais financiers, qui de 1979 à 1981 passent de 4,3 % de la valeur ajoutée à 5,5 % puis 6,7 % pour l'ensemble des entreprises privées (Hannoun [1982]). Finalement, la part de l'Épargne Brute dans la valeur ajoutée, donc « ce qui reste aux entreprises », amorce en 1979 un déclin qui l'amènera dès le 1^{er} trimestre 1981 à des niveaux d'une médiocrité effectivement sans précédent depuis la guerre.

Mais sur ce dernier point, la responsabilité propre du gouvernement Mauroy apparaît tout à fait minime : tout au plus n'avoir pas « osé » la déconnection des taux d'intérêt, par rapport aux niveaux invraisemblables imposés par les taux américains, dans le cadre de sa stratégie de défense du franc. Mais même cela n'est pas tout à fait exact : plus de 40 % des crédits distribués le sont à taux bonifiés. Il semble cependant que le déblocage des « prêts participatifs » décidés par le gouvernement, mesure la plus efficace contre la cherté de l'argent, ait subi d'importants retards administratifs. Sabotage ou inertie bureaucratique ?

En tout cas, il est exact que la *possibilité* d'investir est tombée au plus bas, même si le gouvernement Mauroy n'y est pas pour grand-chose. 47 % des entreprises seulement (67 % en 1979) affirment qu'elles ont les moyens de réaliser les investissements qu'elles jugent nécessaires. Cela explique-t-il totalement la chute des investissements ? Nous avons vu que

9. Ici nous devons malheureusement revenir aux statistiques portant sur l'ensemble des « sociétés et quasi-sociétés ».

la raison principale reste l'atonie de la demande (interne et externe). Mais il y a autre chose. Dans un sondage de *la Vie française* (20 septembre 1982) auprès des entrepreneurs, à la question « *Si vous en aviez les moyens, quelle serait votre politique actuelle ?* », seulement 5 % répondent : « Investir en France. » Même en tenant compte de la rogne et de la grogne, il y a manifestement grève de l'investissement du patronat privé...

Justement ! dira la « gauche » de la coalition au pouvoir. Puisqu'il n'y a rien à tirer de ces gens-là, il n'y a qu'à miser sur le second volet de notre politique : les nationalisations. Il est bien connu que depuis la crise, l'investissement contrôlé par l'État tire l'investissement national (Artus et Muet [1982], Hamdouch [1982]) : or cette part vient de passer, avec la nationalisation, de 43 % à 52 % de l'investissement industriel (sur la base de 1980).

Certes, et c'est bien le seul atout qui reste à la gauche dans le cadre qu'elle s'est elle-même fixé. Mais la nationalisation ne fait qu'offrir des « esprits animaux » plus entreprenants¹⁰ en ce qu'elle dispense l'investissement de perspectives de profit à court terme. Elle ne dispense pas du besoin de fonds à investir. Les dotations en capital aux entreprises nationalisées (9,5 milliards pour 1982) serviront essentiellement à éponger les pertes de 1981 : il ne faut rien en attendre en « plus » pour l'investissement 1982. La suite, qui ne connaîtra son développement qu'après la mise au point laborieuse de la politique industrielle, sort du champ de la présente étude.

(Suit une discussion sur la relance par le Bâtiment dont

10. Les post-keynésiens comme Joan Robinson parlent « d'esprits animaux » pour désigner la propension à investir des entrepreneurs, phénomène éminemment psychologique et social, quoiqu'il dépende du contexte objectif déjà analysé (état du marché et des capacités de production, perspective de profit, autofinancement, taux d'intérêt, etc...). Contrairement aux légendes libérales, il est de fait qu'en France le capital d'État (SNCF, Renault, EDF, ERAP, SNIAS, etc...) s'est montré bien plus « entreprenant » que le capital privé, pour des raisons qui par delà la Libération se perdent dans la nuit des temps (voir Fourquet (1981), Lipietz (1982b), etc...). Très significativement, dans le Tour du Monde réalisé par *l'Expansion* en mai 1982 sur les jugements portés sur l'expérience français, seul les japonais se montraient inquiets du renouveau d'agressivité et de compétitivité française auquel pourrait conduire la gestion de ce que certains n'hésitent plus à appeler la « gauche japonaise ».

Granelle [1982] a montré les effets positifs, mais refusée par un gouvernement plus soucieuse d'électronique, jusqu'à l'été 1982 et au lancement d'un « Fonds de Grands Travaux ».)

VII. — L'EMPLOI

Il n'y a, à strictement parler, plus rien à ajouter sur l'emploi en tant que « variable objectif » de la politique keynésienne : la reprise de la production n'ayant pas eu lieu, celle de l'emploi non plus.

Reste que, à la politique macroéconomique keynésienne de relance, s'est ajoutée une politique spécifique de réduction de la durée du travail et de la durée de vie active, et d'embauche dans la fonction publique ou assimilée (emplois d'initiative locale).

Là encore, le bilan se solde par un échec « subjectif », qui correspond objectivement à un « pas si mal ». Les effectifs salariés, étant retombés au niveau de 1976 sous le barrisme, s'immobilisent dès le second semestre 1981 et remontent de 0,1 % au premier trimestre 1982, 0,3 % au second trimestre. Pour l'industrie (hors le catastrophique bâtiment, qui perd 4,4 % en 12 mois), ces deux trimestres connaissent une hausse des effectifs de 0,1 % et 0,3 %, phénomène inouï depuis 1974 (600 000 emplois industriels ont été perdus depuis cette date). Pendant ce même semestre, l'emploi industriel baisse de 3,4 % aux USA, 1,2 % en RFA, 1,8 % au Royaume-Uni, etc. Mais ce bon résultat relatif ne suffit évidemment pas à compenser la hausse des demandes d'emplois, le chômage ne fait que ralentir sa progression, considérablement d'ailleurs à la fin de la première phase.

Selon Marchand [1981], l'effet positif des mesures spécifiques gouvernementales se répartit comme suit :

- 225 000 emplois financés par l'Etat et les collectivités locales (en 1981-82).
- 100 000 jeunes se « requalifiant » en quittant le marché du travail par l'amélioration du dispositif d'insertion professionnelle.
- 100 000 départs en préretraite par contrats de solidarité (mi-82).

Remarquons que 140 000 travailleurs immigrés sortent de la clandestinité, ce qui accroît comptablement l'emploi (et améliore effectivement leur situation).

Reste les gros morceaux, mal mesurables et dont les effets ne sont pas encore entièrement produits : la réduction d'une heure de la durée du travail hebdomadaire (qui à terme devrait créer quelque 120 000 emplois) et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

Il est sûr que la première, combinée avec le contingentement des heures supplémentaires, est déjà pour beaucoup dans la remontée de l'emploi industriel. En l'état actuel des choses, et sur la base d'une stabilité de la production, la réduction théorique (et assez effective) de 2,5 % de la durée du travail se serait partagée entre 0,5 % d'emploi et 2 % de productivité en cinq mois, dont il faudrait défalquer la hausse tendancielle de la productivité horaire... Il est difficile de savoir comment évoluera ce partage dans les mois qui viennent. En tout état de cause, cette réduction « homéopathique » n'aura évidemment pas un effet de hausse de 2,5 % sur le coût salarial unitaire... pas plus qu'elle ne dégagera 2,5 % d'emplois à elle seule ! Nous avons discuté ailleurs les problèmes macroéconomiques et sociaux posés par une lente réduction de la durée du travail (Lipietz [1982 b]) et nous y reviendrons d'autant moins ici que cette stratégie, officiellement gelée jusqu'à 1984, ne semble plus devoir être appliquée qu'à titre de compensation pure et simple de gains de productivité dûment programmés. Autrement dit, ce n'est plus une stratégie contre le chômage, mais contre une partie seulement des licenciements de productivité à venir. Ce qui est d'autant plus dommage qu'elle semble avoir joué un rôle réel dans la part de succès qu'il faut reconnaître à la défunte « première phase ».

Quant à l'autre volet, l'abaissement général à soixante ans de l'âge de la retraite, accentué par les « contrats de solidarité de pré-retraite », il joue aussi un rôle dans le ralentissement du chômage et le rajeunissement des effectifs. Son coût social paraît éminemment discutable : seuls les ouvriers, dont l'espérance de vie après soixante-cinq ans était dérisoire, ont un intérêt majeur à cette mesure, les autres voient écourter leur carrière sans que le « temps libre » devienne plus créatif. Il aurait pourtant été facile, en fixant l'âge de la retraite en

fonction de l'âge d'entrée au travail, d'en restreindre la portée à ceux qui en auraient tiré le plus légitime avantage. Quant au coût financier, qui sera considérable, tout reste à débattre... pour la seconde phase.

VIII. — CONCLUSION

Au risque de se répéter, et de schématiser à outrance, la politique de relance keynésienne fut un succès objectif en ce qu'elle a enrayé la dégradation de la politique « d'austérité molle ». Elle a permis des gains de productivité de courte période, ce qui a permis de redresser la consommation populaire en stoppant la dégradation des résultats d'exploitation, et sans dérapage inflationniste. Elle fut un échec objectif en ce qu'elle ne pouvait pas résoudre la crise du fordisme : les gains de productivité de moyenne période étant durablement affaiblis, les profits sont restés très faibles alors que la mutation industrielle exige des investissements importants. Ne dégageant à elle seule aucun nouveau cercle vertueux production-consommation, elle ne pouvait relancer la croissance, ni interrompre la progression du chômage. Les déficits publics acceptés se révèlent donc durables, puisque non remboursables par une reprise qui n'a pas lieu.

Cette non-reprise fut encore aggravée par la situation dégradée de la France dans la division internationale du travail. Ce « legs du libéralisme » ne pouvait être effacé que par une politique industrielle dont les effets seront tardifs, même si elle est lancée et poursuivie avec volontarisme. Le choix implicite d'écarter le bâtiment de cette politique a éliminé ceux des effets qui auraient pu être les plus rapides. Mais le décalage des politiques économiques au sein de la C.E.E. (les principaux partenaires pratiquant une sévère désinflation se répercutant en récession) a encore aggravé la situation, d'autant plus que le franc était maintenu à un niveau artificiellement surévalué, au prix d'une perte inutile de réserves et de taux d'intérêt trop élevés.

Si bizarre que cela paraisse, il faut quand même souligner que cette politique était en soi « de gauche », même si elle n'avait eu *aucun* effet macroéconomique positif, et même si

elle ne laissera pas le souvenir impérissable des innovations du Front Populaire. Pour la fraction la plus défavorisée du salariat, la cinquième semaine, les 39 heures, la hausse du SMIC, la retraite à 60 ans, ce n'est pas rien, et cela suffirait à justifier cette première année. Il est à craindre que la seconde phase, après le blocage des prix et des revenus, présente un caractère diamétralement opposée, un « barrisme réalisé », c'est-à-dire avec diminution massive et voulue du pouvoir d'achat des salariés (les premières propositions pour la fonction publique correspondaient à une baisse de 5 % du pouvoir d'achat du revenu disponible sur l'année 82). Cette austérité enfin imposée, sans compensation « qualitative », déclencherait un « choc déflationniste », avec baisse de la demande intérieure sans contrepartie en exportations, donc baisse de la production, de la productivité, de l'emploi, des profits et de l'investissement privés, au nom de la « contrainte extérieure » et de la restructuration industrielle. Mais le pire n'est pas toujours sûr...

Alain LIPIETZ.